

Vers un pivot majoritaire de l'écologie ?

30 Juin 2025

Lucas Francou (Parlons Climat),
Mathieu Saujot et Marion Bet (IDDRI)



IDDRI

Résumé exécutif

Cette note examine les stratégies des acteurs de l'environnement en France. Nous y suggérons que nous sommes dans une nouvelle phase où les stratégies minoritaires traditionnelles ont atteint leurs limites, nécessitant un pivot majoritaire. Nous proposons une analyse en deux temps pour d'abord comprendre cette dynamique nouvelle et ensuite esquisser des pistes pour une nouvelle phase pour le mouvement.

1. Limites des stratégies actuelles

Les stratégies d'influence minoritaire, basées sur une minorité cohérente et persistante créant un conflit pour influencer la majorité, ont été cruciales pour mettre l'écologie à l'agenda politique et renforcer sa place dans l'opinion. Cependant, ces stratégies atteignent aujourd'hui leurs limites. En effet, bien que l'intérêt pour les questions environnementales et climatiques soit élevé dans l'opinion, il semble stagner après des années de croissance.

Plusieurs mécanismes expliquent cette situation du point de vue de l'opinion :

- la transformation de l'écologie en une cible pour certains acteurs,
- la polarisation politique autour des enjeux écologiques,
- la transformation de l'écologie en un élément de distinction sociale,
- les tactiques militantes créant du clivage pour s'assurer une mise à l'agenda politique et médiatique,
- la création d'une «bulle» isolant le mouvement.

Une autre série de facteurs, liés à la théorie du changement social sous-jacente, peuvent également expliquer cette fin de phase :

- La promotion de l'écologie a progressivement privilégié une approche de «consommateur responsable», mettant l'accent sur les comportements individuels. Cette approche montre des limites, le pouvoir du consommateur étant limité par ses environnements,
- L'écologie a souvent été abordée comme un enjeu isolé («single issue»), sans suffisamment prendre en compte les enjeux sociaux et économiques plus larges. Cela a conduit à un isolement de la cause écologique et à une difficulté à l'intégrer dans un projet social plus global. Nous proposons d'utiliser le prisme du contrat social pour mieux arrimer l'écologie aux enjeux sociaux, en reconnaissant qu'une transition écologique bouscule les règles du jeu et nécessite une renégociation collective de nos pactes sociaux dans leur ensemble.

2. Quelles ouvertures pour construire un «pivot majoritaire» ?

Face à ces limites, la note propose des pistes pour construire un «pivot majoritaire» de l'écologie :

- Incarnation, distinction et variation : diversifier les figures qui incarnent l'écologie, reconnaître la diversité des approches et admettre que l'écologie mute et s'adapte en touchant de nouveaux groupes,
- «Quand on peut, on veut» : agir sur les environnements et les contextes pour rendre les pratiques durables possibles et désirables, plutôt que de se contenter d'injonctions individuelles. Il faut rendre les changements collectifs réalistes et aisés ,
- Sortir du «single issue» et construire de nouveaux clivages : intégrer l'écologie dans un projet plus large, en lien avec les préoccupations du quotidien (emploi, pouvoir d'achat, etc.). Il s'agit de trouver des clivages majoritaires en se basant sur les conditions de vie et non sur la seule question écologique.
- Justice et agentivité : prendre en compte les inégalités sociales face aux coûts de la transition, élargir les formes de soutien au-delà des aides financières, et redonner du pouvoir d'agir à chacun en valorisant une pluralité de parcours et de formes d'engagement.

Sommaire

Introduction.	4
1. Limites des stratégies actuelles	5
Limites et risques du point de vue de l'opinion	5
Limites et risques du point de vue du changement social	9
2. Quelles ouvertures pour construire un «pivot majoritaire» ? Quelles implications concrètes ?	12
Incarnation, distinction et variation.	12
«Quand on peut, on veut»	13
Sortir du «single issue» et construire de nouveaux clivages	14
Justice et pouvoir d'agir	14

Introduction.

Alors que la promotion des enjeux écologiques est à un carrefour et que la société civile s'interroge sur ses modes d'action et ses stratégies, nous souhaitons contribuer à la réflexion collective sur la base de travaux récents de Parlons Climat et de l'IDDRI.

Le discours médiatique de ces derniers mois se concentre autour d'un terme, d'une idée : le *backlash* écologique. Il se manifesterait par un retour en arrière de l'opinion sur les questions de transition. Ce constat, néanmoins, est doublement insuffisant : d'une part, il reflète mal l'état véritable des préoccupations des Français, comme l'a montré [Parlons Climat](#), d'autre part il constitue une interprétation trompeuse de la situation actuelle. En d'autres termes, cette grille de lecture du backlash, au sujet de l'opinion publique¹, ne nous aide pas vraiment à comprendre ce qui se joue aujourd'hui, et elle ne permet pas non plus de penser "le coup d'après".

Cette note vise à proposer et mettre en discussion une autre interprétation de la situation, celle d'un changement de phase pour le projet de transition, incluant un essoufflement des stratégies minoritaires et une politisation en cours de l'écologie. Nous proposons l'idée de "pivot majoritaire" pour penser ce passage vers une nouvelle phase.

En bref.

Nous ne sommes pas dans une phase de retournement ou d'essoufflement général du projet de transition dans l'opinion publique. Nous sommes à la fin d'une phase de mise à l'agenda, de sensibilisation et de mobilisation. Suffisamment visible et installée, la cause environnementale atteint aujourd'hui certaines limites de croissance, elle génère même des contre-réactions, et fait l'objet de politisations et de clivages nouveaux. Nous sommes au début d'une nouvelle phase de politisation et de mise en œuvre d'un sujet qui, originellement minoritaire, est devenu omniprésent et affronte donc de nouveaux obstacles. Nous proposons l'idée de "pivot majoritaire" et proposons plusieurs pistes d'action pour penser ce passage vers une nouvelle phase.

¹ Cet angle n'épuise pas la question du potentiel rejet de la transition lorsque des politiques publiques sont mises en œuvre de façon injuste, ou qu'elles ne répartissent pas les contributions de manière équitable.

1. Limites des stratégies actuelles

Limites et risques du point de vue de l'opinion

Comme résumé dans l'encadré ci-dessous, c'est notamment la combinaison de deux types de démarches (approche minoritaire de la société civile et rôle des experts de sensibilisation du grand public et des décideurs), qui a permis que les enjeux climatiques et environnementaux soient aujourd'hui à l'agenda politique et médiatique, et qu'ils soient aussi largement pris en compte par les citoyens. Il en a résulté une remarquable mise à l'agenda et un niveau d'intérêt et de préoccupation important élevé dans la population. Mais alors, que se passe-t-il aujourd'hui ?

Quelles stratégies ont permis à la communauté écologiste de porter cette cause dans l'opinion ?

Cet encadré vise moins à faire un généalogie des mobilisations sociales sur les questions écologiques, description hors de portée de ce texte, que de présenter la grille de lecture propre à l'influence minoritaire.

Pour proposer une nouvelle interprétation de la situation présente ainsi que des pistes stratégiques, il nous faut d'abord revenir sur les stratégies qui ont conduit au niveau actuel de mise à l'agenda de la question écologique, notamment depuis les années 1970. De manière schématique, et même s'il faut bien avoir en tête qu'une diversité de mouvements sociaux et de groupes professionnels se sont emparés de ces questions dès l'origine, on peut dire que les enjeux écologiques, historiquement, ont été largement pris en charge par les experts et les scientifiques ([Comby et Dubuisson-Quellier](#) et [Ollitrault](#)). La mobilisation de ces derniers a permis une première mise à l'agenda de ces questions dans les arènes internationales et nationales. Organisée au niveau des décideurs politiques, cette phase a permis des avancées à différents niveaux (ex. instauration de cadres juridiques ; engagement de processus de négociations internationales, etc.).

Dans la continuité, la société civile organisée a importé les revendications écologistes dans le débat public, pour susciter l'engagement de l'opinion en recourant aussi bien au plaidoyer institutionnel qu'à la mobilisa-

tion populaire, physiquement et en ligne. Leur répertoire s'élargit au fil du temps, pour inclure des tactiques de plus en plus diversifiées, prenant à partie l'opinion publique et investissant le champ médiatique pour faire pression sur les décideurs politiques. Si l'on reprend l'approche de [S. Moscovici](#), nous pouvons dire que la mobilisation du camp environnemental a globalement privilégié une logique d'influence minoritaire : c'est l'idée qu'une minorité ayant une position contestataire singulière, cohérente et constante, qui ne se laisse pas altérer par un discours dominant et demeure fermée aux intérêts particuliers, peut faire changer les normes sociales ([Lalot et al., 2017](#)). Stratégiquement, l'approche minoritaire a tendance à refuser tout compromis sur le cœur de la cause qu'elle défend, ambitionnant ce faisant d'opérer un changement de normes majoritaires. Son influence sur la majorité passe donc par la construction délibérée d'une forme de conflit.

Tout d'abord, revenons sur cette idée de backlash généralisé. S'il est un cadrage médiatique devenu dominant ces derniers mois, la réalité dans l'opinion publique est bien différente. La préoccupation pour les enjeux écologiques, leur priorisation et le soutien à des politiques publiques de transition est en effet à un niveau historiquement haut². Si on ne perçoit pas à date de recul généralisé dans l'opinion, nous sommes désormais entrés dans une phase de plateau - après des années de croissance.

Cependant, pour comprendre les mécanismes à l'œuvre, il faut regarder plus finement les données mises à notre disposition. Si au cours des vingt dernières années, les enjeux écologiques ont pris une place de plus en plus importante dans l'opinion, cette dynamique de croissance semble désormais s'être enrayée. **Un certain nombre d'indicateurs et de signaux faibles donnent à penser que nous sommes à la fin d'un cycle³ :**

- l'importance portée à la question de l'environnement, notée par chaque individu de 1 à 10, oscille elle entre 7,6 et 8,1 depuis 10 ans, un niveau élevé, mais stable ;
- si la part de Français qui font du climat et de l'environnement un sujet prioritaire est élevée (supérieure à 25% dans la plupart des enquêtes), elle est désormais en légère décline ;
- alors que le nombre de climatosceptiques diminuait ces dernières années, leur nombre semble désormais stable, voire à la hausse⁴ ;
- en parallèle, il y a désormais une proportion aussi élevée de personnes estimant que l'on parle insuffisamment du climat que de personnes estimant qu'on en parle trop dans les médias - alors que les premiers étaient bien plus nombreux que les seconds il y a quelques années ;

- la part des Français qui disent avoir de la sympathie pour les mouvements écologistes décroît tendanciellement depuis 2016 : la proportion de personnes disant ne pas apprécier les mouvements écologistes devient parfois supérieure à celle qui affirme les apprécier.

Cette situation s'explique évidemment en partie par des dynamiques externes et les effets de contexte, notamment les tensions économiques et géopolitiques actuelles ainsi que la bataille culturelle croissante d'une partie de la classe politique contre l'écologie. Cependant, nous voulons ici nous concentrer sur un certain nombre de mécanismes internes qui pourraient **expliquer la fin de cette séquence de croissance et signifier que l'on arrive dans une phase où les stratégies minoritaires ont atteint leurs limites**. En effet, elles ne permettent plus une croissance du sujet dans l'opinion.

+ Prise de pouvoir = cible. Tout d'abord, les thématiques environnementales et climatiques impliquent des politiques publiques conduisant à la modification de certains équilibres économiques et sociaux. Là où, auparavant, la faiblesse de l'enjeu climatique en termes d'opinion et sa faible prise en compte dans les politiques publiques ne lui valaient finalement pas d'opposants organisés, sa croissance représente désormais une menace pour certaines parties de la société : celles-ci se sont constituées en opposition et ont pensé leur riposte pour discréditer le message et les messagers de la transition. C'est une des premières limites des tactiques minoritaires : plus un mouvement prend du pouvoir, plus ses opposants s'organisent pour s'assurer qu'il reste minoritaire - maintien dans l'état minoritaire facilité par le fait que les mouvements

² Lorsque l'on regarde sur un temps plus long, le dernier baromètre de l'ADEME indique que 25% des Français font de cet enjeu une priorité. C'est 13 points de moins qu'en 2019, année pic du mouvement climat, mais c'est un chiffre plus haut que pour les années 2015-2018 par exemple. L'importance portée à la question de l'environnement, notée par chaque individu de 1 à 10, oscille elle entre 7.6 et 8.1 depuis 10 ans, elle a d'ailleurs légèrement augmenté entre 2023 et 2024. Dans notre dernière étude, nous avons testé 13 politiques publiques de transition. Chaque citoyen en soutient en moyenne 8.8. La plupart des politiques publiques testées sont non seulement majoritaires, mais de nombreuses sont consensuelles (70%+ de soutien). Lorsqu'on regarde l'évolution du soutien à 10 politiques publiques majeures pour la transition sur plusieurs années, leur soutien moyen augmente avec le temps, passant de 58% en 2018 à 64% en 2024 (ADEME).

³ ADEME, représentations sociales du changement climatique.

⁴ <https://www.parlonsclimat.org/etude-climatosceptiques>

sociaux, doivent, dans un premier temps, garder leur pureté pour exercer leur influence et ouvrir la fenêtre d'Overton.

+ Polarisation de l'offre politique : un second mécanisme à l'œuvre réside dans la polarisation politique créée autour des enjeux climatiques et environnementaux. Si, initialement, dans sa phase très experte et scientifique, la lutte contre le changement climatique passait pour non-partisane, cet enjeu est aujourd'hui devenu une priorité cœur, constitutive de "l'ADN" des électeurs de gauche⁵ et, dans une moindre mesure, du centre. Cette partie de l'échiquier politique a récemment davantage investi et travaillé cet enjeu, proposant des politiques publiques de transition en ligne avec ses valeurs et ambitions historiques. Aujourd'hui, alors que cela n'a pas toujours été le cas ces trente dernières années (pensons au Grenelle organisé par N. Sarkozy ou au fameux discours de J. Chirac de 2002), une partie des acteurs politiques de la droite et de l'extrême droite choisissent de ne pas évoquer ces questions, ou uniquement par la négative, en critiquant les propositions faites par d'autres partis de l'échiquier politique. On assiste ainsi à une sortie d'une forme de "consensus mou" concernant l'écologie⁶. Si cette polarisation est particulièrement forte au niveau des élites, elle l'est moins au niveau des électors, qui se retrouvent par exemple largement pour soutenir des politiques publiques de transition (voir [Parlons Climat, 2025](#)). Cependant, le risque est que la polarisation des élites et des discours finisse par emporter les électeurs.

+ Distinction : un troisième mécanisme à l'œuvre est d'ordre symbolique. Si les enjeux écologiques se sont diffusés de manière diverse dans l'ensemble de la société, en termes de pratiques, de préoccupation ou d'engagement, il est clair qu'une partie de la société s'en est saisie de manière spécifique et particulièrement visible, via sa consommation ou ses engagements militants, en se formant ou en changeant (plus rarement) significativement de mode de vie⁷. On a notamment assisté au développement d'une écologie urbaine incarnée par une consommation particulière (plus "soutenable") et une accumulation de connaissances spécifiques, lesquelles ont d'abord été le fait de classes moyennes et supérieures à haut capital culturel. Pour certaines, ces pratiques sont devenues un point clé de leur identité sociale. De ce fait, la consommation écologique, la connaissance de ces sujets, voire leur politisation, sont devenus des leviers de distinction politique et sociale. S'approprier ce type de consommation ou de connaissance, pour les parties de la population les plus éloignées d'une écologie "ostentatoire" (mais qui peuvent par ailleurs être sobres et économes dans leurs pratiques), devient alors plus difficile⁸. Ou, lorsqu'elles ont déjà ces pratiques, elles n'en tirent pas le bénéfice symbolique en les justifiant par un engagement politique ou moral. En effet, les pratiques distinctives des autres créent toujours une forme de rejet, essentielle pour maintenir sa propre identité sociale⁹. La figure (toujours honnie, jamais définie) du "bobo" est une bonne illustration de cet enjeu, tout comme la présence dans des comédies ou autres productions culturelles d'"écologues" caricaturaux.

5 Voir <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2024-06/Ipsos-Comprendre-le-vote-des-Franc%C3%A7ais-9-juin-2024-20h.pdf> et <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2024-06/ipsos-talan-comprendre-le-vote-legislatives-30juin-2024-rapport-complet.pdf>

6 J-Y. Dormagen, 2023, <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/11/07/comprendre-le-nouveau-clivage-ecologique-donnees-inedites/>

7 <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2019-1-page-85?lang=fr>

8 <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/les-decideurs-publics-doivent-changer-leurs-re-cits-sur-la>

9 Jean-Baptiste Comby et Hadrien Malier, "Les classes populaires et l'enjeu écologique : Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses" in *Sociétés contemporaines*, 2021/4 N° 124, 2021, p.37-66.

+ Tactiques : dans toute stratégie militante, le dilemme de l'activiste est central : plus une action est radicale, plus elle a des chances d'attirer les médias, mais plus elle risque également de créer de la polarisation, voire du rejet. Plusieurs études ont montré que les actions des activistes climatiques jouaient un rôle important pour faire monter, via les médias, l'intérêt de la population pour ces sujets. Mais aujourd'hui, ces actions radicales, qui ont une couverture médiatique particulièrement forte et un cadrage médiatique généralement négatif, allant de paire avec une instrumentalisation par les opposants à la transition, pourraient se faire au détriment du soutien par la population des militants du climat mais aussi de politiques climatiques ambitieuses, notamment dans les catégories populaires. Via l'image négative qu'elles donnent des militants du climat, la médiatisation de certaines de ces tactiques viennent également nourrir la non-sympathie, voire la détestation des écologistes, ce qui peut pousser à des réactions de rejet, politiques ou non, allant parfois jusqu'au climatoscepticisme¹⁰.

+ Bulle : au départ de tout mouvement, la conquête de nouvelles audiences est absolument centrale. Quand on est très peu nombreux, l'enjeu central est de devenir plus nombreux. Les mouvements écologistes ont parfaitement réussi cela. Aujourd'hui, la minorité écologiste a atteint une taille suffisante pour être une part importante de la société et durer. Ce faisant, elle s'est structurée, développant ses propres médias, ses marques favorites, ses productions culturelles spécifiques. L'écologie a suscité un engouement très puissant, créant des communautés fortes. L'agrandissement de cette communauté a également favorisé la multiplication des débats entre groupes se saisissant de la question. L'écologie a donc créé un engagement suffisamment fort pour pouvoir désormais vivre en vase clos, maintenant un effet de bulle qui ne permet plus sa croissance.

Pour chacun de ces mécanismes, il est essentiel de souligner que si chacun agit aujourd'hui

de manière négative sur la perception collective (par la population et les politiques) de la transition écologique, il a auparavant agi positivement. Ainsi, les tactiques frontales des activistes, en créant de la polarisation, ont permis la mise à l'agenda médiatique du sujet, et l'écologie s'est aujourd'hui imposée comme une thématique essentielle (Lalot et al., 2017). La consommation écologique a permis de créer de nouveaux marchés, une nouvelle offre inexistante auparavant (offre alimentaire bio, éco-conception dans le domaine textile, tourisme vert, etc.). Qu'une partie du champ politique s'empare du sujet a permis d'en faire un objet de débat. Le fait est que les stratégies minoritaires ont été extrêmement efficaces : elles ont largement contribué à mettre le climat à l'agenda dans nos politiques, nos médias et l'opinion publique¹¹. Le fait que la mouvance environnementale soit désormais une cible n'est en réalité rien d'autre que la rançon de ses succès passés, venant ainsi acter la nécessité d'une nouvelle phase.

Désormais bien identifiés et présents dans l'arène politique, les divers porte-parole de la mouvance environnementale constituent une cible, contre laquelle de nombreuses organisations, politiques ou économiques, se mobilisent, cherchant à tirer partie de la polarisation stratégique que cette minorité a dû mettre en œuvre jusqu'ici. Dans cette perspective, la stratégie minoritaire était efficace jusqu'au moment où les acteurs qui la mènent sont identifiés, de par leurs forces et leurs victoires, et constitués en adversaires et caricaturés par leurs opposants. En figeant ainsi l'identité écologiste de manière stéréotypée, ses adversaires permettent de rendre cette idée moins poreuse et ouverte. Nous en sommes là. Le temps est alors venu d'entamer une nouvelle phase stratégique.

Ce premier niveau d'analyse, consacré à la construction de l'opinion et de la mobilisation environnementales, doit être complété par un second niveau de réflexion qui s'interroge sur les modèles de changement social et les défis de la mise en œuvre. En effet, la mise à l'agenda politique et médiatique des enjeux environnementaux et les mobilisations

¹⁰ <https://www.parlonsclimat.org/etude-climatosceptiques>

¹¹ <https://www.nature.com/articles/s41467-024-46477-4>

autour de ces sujets ont largement participé à pousser les décideurs politiques à adopter un certain nombre de lois et réglementations sur les dix dernières années. De l'accord de Paris au Green Deal, les stratégies minoritaires ont réussi à puissamment influencer les responsables politiques à prendre des engagements forts, permettant de fortement réduire l'«ambition gap». Ainsi, l'écologie est progressivement sortie de sa situation «minoritaire». Ces décisions, une fois adoptées, doivent être mises en œuvre via des politiques publiques. A ce titre, les stratégies des mouvements écologistes, qui

visaient avant tout des changements législatifs, et donc les élites politiques, ont réussi, mais elles touchent aujourd'hui leurs limites : la phase d'implémentation des textes requiert une forme d'appropriation et de soutien majoritaire qui n'a pas été jusqu'ici l'objectif central, et qui est pourtant cruciale pour peser face aux intérêts s'opposant à ces changements. Et les habitudes en termes d'instruction et de mise en débat de ces politiques dans la société sont restées sur un mode «minoritaire». L'«[implémentation gap](#)» s'en est ainsi trouvée renforcée.

Limites et risques du point de vue du changement social

A ces limites du point de vue de l'opinion s'ajoutent des limites liées aux manières de voir la mise en œuvre de la transition et le changement social associés. Nous voulons montrer ici d'une part les limites d'une approche comme celle du «consommateur responsable» ; d'autre part, mettre en évidence les limites d'un projet de transition porté de manière monothématique (*single issue*), qui ne sache pas toujours

prendre en compte d'autres enjeux ni s'articuler au contexte social et politique. Cette façon de porter la transition voire de construire les politiques publiques associées (ex. prise en compte partielle des enjeux de justice), et ce que cela peut générer dans la société, contribuent également au plafond atteint et à la nécessité d'ouvrir une nouvelle phase.

Limites de l'approche du consommateur responsable pour faire changer les modes de vie

La promotion de la transition est progressivement allée de pair avec une vision dominante du changement social passant par les comportements individuels et la responsabilité du consommateur, via la diffusion d'une nouvelle norme (Lalot et al., 2017). Cela notamment du fait de l'appropriation du discours environnementaliste par les acteurs disposant le plus de pouvoir de communication (entreprises et Etat). Elle a l'intérêt de relier l'effort de mobilisation et de renforcement des préoccupations environnementales avec une perspective d'action par les individus. Elle permet également d'éviter la conflictualité directe avec le monde économique (au contraire des réglementations, par exemple) et de proposer un levier de changement qui semble à la portée de chacun, face à l'inertie des pouvoirs publics.

Cette vision du changement social repose sur la communication, l'information, la sensibilisation, mais peut également se traduire par des injonctions ou des ressorts de moralisation. Le présupposé est que les exhortations à adopter un comportement individuel soutenable, à la longue, vont produire un niveau de préoccupation croissant chez une bonne partie de la population, et que les pratiques vertueuses, au début minoritaires et marginales, se propageront par le bas, d'individu à individu, puis à travers les médias. Au bout de la chaîne, cette propagation inciterait les acteurs économiques à modifier leur offre. Selon cette perspective, l'enjeu est donc d'inciter les individus à modifier leur alimentation, à privilégier d'autres moyens de transport que la voiture, etc...

La figure du “consom’acteur” illustre et résume cette approche de la transition. Or une telle démarche présente d’importantes limites. Le fait est qu’un décalage important persiste entre le niveau d’opinions et d’intentions favorables au changement d’une part, et les pratiques observées d’autre part (voir par exemple la note du [SGPE](#)) – décalage fréquent, car l’adhésion plus large à une cause minoritaire n’entraîne pas mécaniquement une transformation des pratiques, lesquelles restent très contraintes (Lalot et al., 2017). En d’autres termes, si informé et volontaire soit-il, l’individu ne parvient pas intégralement à traduire son intention de transition en actes¹². Le pouvoir du consommateur et le potentiel de diffusion de comportements au sein de la société sont en réalité limités par le *statu quo* et le pouvoir des acteurs de l’offre, et font face à de nombreux obstacles pratiques et concrets (offre disponible, facilité, accessibilité...

voir [IDDRI, 2023](#) sur le cas de l’alimentation). Pire, elle génère de la frustration du côté des citoyens-consommateurs, qui ne sont pas en capacité de répondre aux injonctions formulées par la société (voir verbatims de l’étude [Dans la tête des Laissés pour compte](#)¹³), voire du ressentiment à l’égard d’une frange de la population progressivement associée (à tort ou à raison) à des pratiques qui lui permettent de se distinguer socialement – comme décrit précédemment. On explique ainsi le paradoxe que le niveau de préoccupation climatique peut être élevé dans la population, sans pour autant s’accompagner d’une transition fulgurante des comportements : on touche là les limites d’une approche “incitative” pour faire changer les modes de vie, ainsi que celles des outils de mesures (sondages, baromètre) construits autour d’elle.

Limites dans la prise en compte des enjeux sociaux

A cette impasse s’ajoute une limite liée au cadrage de la question sociale par les stratégies minoritaires. La cause que ces dernières défendent occupe le cœur de l’argumentation, parfois au détriment de la considération du contexte, et se trouve promue selon une hiérarchie des préoccupations que ne partage pas le plus grand nombre. L’urgence climatique suffirait à “embarquer” les citoyen.nes dans un désir de transition, sans qu’il apparaisse nécessaire de la réintégrer dans une perspective sociale plus globale ; l’enjeu environnemental, alors, ne se retrouve insuffisamment relié ou confronté à des enjeux comme la crainte du déclassement, le sentiment d’injustice ou les frustrations démocratiques.

Cela tend à isoler la cause défendue (problème du *single issue*) sans la relier au contexte social et politique – qui de fait pèse sur la vie des citoyens, et peut donc faire l’objet d’une priorisation plus grande par rapport au projet écologique, comme c’est le cas aujourd’hui.

L’exemple des tentatives d’alliance au moment des marches climat, autour de slogans comme “*fin du monde, fin du mois, même combat*”, ainsi que l’initiative du Pacte de Pouvoir de Vivre, sont à l’inverse illustratifs d’une direction à suivre, avec sincérité. Vouloir parler des enjeux comme des co-bénéfices n’est pas à la hauteur.

Une manière de surmonter cette limite est de mobiliser les lunettes du “contrat social”, pour mieux arrimer la cause écologique aux enjeux sociaux. Ce prisme du contrat social permet de figurer qu’il y a des “règles du jeu” organisant notre vie en société, c’est-à-dire un ensemble d’attentes et de compromis collectifs, qui englobe les droits dont nous jouissons, les devoirs que nous acceptons, les responsabilités qui incombent aux institutions et les récits auxquels nous croyons. Par exemple, dans le domaine du travail, nous attendons de la reconnaissance en échange des tâches effectuées, et nous organisons nos parcours résidentiels

¹² 75% des Français déclarent se sentir assez informés sur ce qu’ils peuvent faire à leur niveau pour agir efficacement en faveur de l’environnement et du climat selon la dernière étude Parlons Climat

¹³ Frustration et rancœur peuvent s’exprimer via l’obstacle économique comme dans ces deux citations: “*J’essaye de faire mon max, mais c’est vrai que je pense que pour être écolo, il y a aussi malheureusement un côté économique derrière, ça fait un budget supplémentaire et on le voit dès qu’on essaye d’acheter un petit peu local ou qu’on essaye d’acheter en vrac, l’enveloppe n’est pas la même...*”; “*Moi j’ai pas les moyens pour m’acheter un véhicule électrique à 40 000 euros pièce. Mais est-ce qu’ils se rendent compte de ce qu’ils font ?...*”

sur la base d'une promesse de mobilité facilitée. Par ce prisme, la société est vue comme un plateau de jeu composé de pactes interconnectés¹⁴ sur lequel intervenir et mettre en œuvre le projet écologique. Ces lunettes nous semblent d'autant plus pertinentes que notre contexte social est tendu : le sentiment de ne pas ou plus avoir pleinement accès aux fruits des promesses de notre contrat social, ou d'en jouir moins que d'autres, par exemple, est assez largement répandu (IDDRI, 2024, 2024), ce qui nourrit les dissensions et génère parfois des crises (ex. crise des [Gilets Jaunes](#)). Et le prisme "contrat social" est d'autant plus nécessaire que la transition écologique bouscule les règles du jeu (modes de vie, secteurs économiques et emplois, promesses sociales, etc.) et que sa

promotion et mise en œuvre sont délicates à envisager dans une société sous tension. Le mobiliser signifie donc d'intégrer véritablement ces dimensions dans la conception du projet de transition et sa mise en discussion collective (ex. quelles perceptions en termes de justice, de légitimité, de sécurisation des parcours de vie, d'autonomie et agentivité ?), au contraire d'une approche mobilisant les thématiques sociales en fin de processus. Et à un niveau plus global, l'idée serait dorénavant moins de considérer la transition écologique comme un mouvement social dont il faudrait faire triompher la cause singulière par une loi dédiée, que de l'envisager comme un processus de renégociation collectif et plus général du contrat social, incluant les enjeux écologiques.

14 Deux promesses du contrat social sont centrales : sécurisation des parcours de vie et autonomie, c'est-à-dire le sentiment de pouvoir maîtriser sa vie et se projeter dans le futur. Elles sont le résultat du fonctionnement des pactes Travail, Sécurité, Consommation et Démocratie.

2. Quelles ouvertures pour construire un “pivot majoritaire” ? Quelles implications concrètes ?

L'ensemble de ces constats et interprétations semble indiquer la fin d'une phase dans la façon de porter et mettre en débat l'écologie. En vérité, nous sommes déjà entrés dans une nouvelle phase de mise en œuvre des politiques publiques et d'adversité croissante à mesure qu'elles bousculent l'ordre établi. Il nous semble toutefois que nous n'en avons pas tiré toutes les implications stratégiques.

Rappelons ensuite qu'il a toujours existé une diversité de théories pour expliquer le changement social et, par conséquent, une diversité de stratégies mises en place pour le faire

advenir. Les constats de la partie précédente comme les pistes de cette partie sont des propositions d'interprétation du moment que nous traversons et des idées pour aller de l'avant. Nous les versons ici au débat.

Quels principes pourraient guider l'action écologique dans sa diversité ? Quelle approche renouvelée mettre en œuvre ? Que serait un pivot majoritaire ? Nous partageons ici quatre pistes potentielles, cumulatives ou alternatives, qui s'adressent à différents types d'acteurs, pour nourrir la discussion.

Incarnation, distinction et variation

Les critiques actuelles, ainsi que la polarisation dans l'opinion, concernent aujourd'hui davantage les écologistes eux-mêmes que leurs idées. Il est donc crucial de travailler sur l'incarnation des enjeux environnementaux et climatiques pour désamorcer ce rejet, où le rejet du message finit par abîmer le message. Il est essentiel de mettre en lumière la diversité des émetteurs qui portent des idées écologistes (et d'encourager encore cette diversification, en termes de groupes d'âge, sociaux, professionnels ou politiques). Ce travail est déjà en cours depuis plusieurs années, illustré par le développement du Shift Project, de Banlieues Climat, du Mouvement Impact France, d'Eglise Verte qui, chacun à leur manière, incarnent une écologie ancrée dans des groupes politiques et sociaux dont la voix était moins représentée en France.

Pour soutenir le développement de ces nouvelles incarnations et leur permettre de jouer pleinement leur rôle, deux points complémentaires sont essentiels :

>> admettre que l'écologie, en touchant de nouveaux groupes politiques ou sociaux mute, s'adapte, se transforme. En s'étendant à de nouvelles parties de la société, l'écologie se diversifie. Entre l'écologie environnementaliste des années 1980, plutôt portée par des acteurs issus des mondes scientifiques et juridique, une écologie intersectionnelle, une écologie politique, une écologie chrétienne, une écologie altermondialiste... elle a déjà muté en touchant de nouveaux groupes sociaux ou politiques. Ces évolutions vont se poursuivre au fur et à mesure que le sujet sera réapproprié par de nouveaux groupes sociaux et politiques. Elle devient multiforme, au point de pouvoir être redéfinie d'une manière qui ne convienne pas à d'autres militants, tout aussi sincèrement engagés sur ces sujets. Cette variété peut donner lieu à des débats internes entre ces mouvances, tout en

étant clairs sur le fait que c'est un facteur de croissance, tant qu'un socle commun minimum, tel que le respect des limites planétaires et de la démocratie, est respecté ;

>> Le mouvement doit cesser d'apparaître comme un bloc monolithique, qu'il n'est pas de fait. Cependant, son homogénéité sociale, la relative faiblesse de ses différentes marques et les nombreuses actions communes en font un tout. En mettant en lumière les différentes sensibilités et approches au sein des organisations écologistes, on multiplie les portes d'entrées potentielles, on rend poreuses les frontières de ce bloc écologiste. En effet, ses distinctions sont clés, elles permettent de faire voir une variété d'offres qui permet à un nombre croissant de

personnes de s'approprier ces enjeux. Cette diversification ne concerne pas seulement les organisations : à l'échelle individuelle aussi, la signification de ce qu'est un mode de vie écologique varie. Du consommateur engagé au militant climat, du "modeste économiste"¹⁵ aux agriculteurs en transition. Ces différences, qui permettent une polysémie de l'écologie, doivent être mieux mises en avant.

L'un des enjeux clés du passage d'un mode minoritaire à un mode majoritaire est de pouvoir adopter les normes du groupe minoritaire sans se sentir identifié à ce dernier. C'est un enjeu central pour la question écologique aujourd'hui (Lalot et al., 2017).

"Quand on peut, on veut"

Ce que nous résumons par la formule inversée "[Quand on peut on veut](#)", c'est que les modes de vie changent à travers l'action sur les environnements, les pratiques quotidiennes, l'aménagement du territoire, l'offre commerciale, les lieux de vie, etc. plutôt que par la seule injonction à changer soi-même ses pratiques. Il faut que les pratiques durables soient rendues possibles et aisées pour devenir désirables, action qui requiert la collaboration de l'action publique et des acteurs privés. Ainsi ce dont on a besoin c'est moins de forcer un engagement de la population à changer individuellement qu'un mandat majoritaire pour faire changer les environnements qui rendront ces changements collectifs plus réalistes et aisés. Et c'est ce que l'on commence à observer, comme souligné par le baromètre de l'ADEME (voir cet [article du Monde](#)) : démobilisation au niveau des actions individuelles mais soutien croissant aux politiques publiques. Cela a des implications fortes en termes de stratégie, de discours mais aussi de propositions d'action publique. C'est ce que l'IDDRI et I4CE ont illustré dans leur scénario de transition alimentaire [TRAMe2035](#) qui montre comment embarquer non pas seulement les groupes déjà prédisposés à une alimentation durable, mais bien plus largement: nous

décrivons 12 trajectoires de changement de pratiques pour autant de groupes sociaux, en réponses à des changements d'environnements alimentaires. Cette approche, qui tient compte de la diversité des aspirations et des contraintes, a également l'avantage de moins reposer sur des identités figées et des logiques de distinctions d'une minorité et ainsi de réduire le risque de rejet, ce qui répondrait au problème soulevé en partie 1. Aller au bout de cette logique nécessite certainement de renouveler les outils de mesures et de suivis des opinions et des modes de vie (ex. baromètres), afin de mieux refléter les enjeux de ce pivot majoritaire.

15 Voir les travaux de Fanny Hugues.

Sortir du “single issue” et construire de nouveaux clivages

Dans cette phase qui s'ouvre, où la question écologique est bien présente à l'agenda, l'enjeu est de trouver des clivages majoritaires, permettant prosaïquement d'avoir assez de pouvoir pour mettre en œuvre un projet de société incluant une transition écologique. Il est donc crucial d'élargir le mouvement écologiste en intégrant de nouveaux publics. Pour ce faire, il faut non seulement retravailler des éléments de communication, mais aussi créer de nouvelles lignes de clivage, via un projet politique et social plus large que l'écologie. Dans un contexte où l'image des “écologistes” est désormais bien établie, caricaturée, amalgamée à un seul parti politique, et où la part de la population qui éprouve de la sympathie pour ces mouvements écologistes tend à diminuer, il nous semble essentiel de définir un nouveau “nous”, plus large. Il faut proposer un autre clivage, qui permette d'être majoritaire, et celui-ci doit être trouvé autour des conditions de vie, et non de la seule question écologique. Dans un monde en polycrises, de défaillances de notre contrat social, notre conviction est que l'écologie ne sera jamais le sujet prioritaire et unique de la majorité de la population. Pourquoi ? Parce que les préoccupations qui pèsent immédiatement — tensions et perte de sens au travail, budgets contraints, vulnérabilité aux crises économiques, déclassement, etc — ne vont pas disparaître au profit d'un sentiment d'insécurité climatique qui exige de plus une capacité de projection dans l'avenir que tous les groupes sociaux n'ont pas.

Bien que cette nécessité soit aujourd'hui largement admise et que des progrès conséquents soient déjà réalisés (en témoignent par exemple les collaborations entre ONGs “sociales” et “écolo”), il est difficile d'aller au bout du geste. La priorisation de l'enjeu climat continue à être perçue comme un indicateur clé, les co-bénéfices continuent à être “co” et non centraux, les logiques d'alliance du mouvement se font autour des sujets environnementaux. Or la proposition d'un projet politique majoritaire ne peut pas fonctionner

comme un monothématisme. Il s'agit d'associer des préoccupations sociales, politiques et économiques autour d'un tronc commun qui les explique et en propose un éclairage particulier. Comme l'ont mis en évidence les travaux de Félicien Faury¹⁶, ce travail de mise en résonance a été particulièrement effectué par le RN. Le travail, le pouvoir d'achat, les relations commerciales, l'Europe, la transition, sont appréhendés à travers le prisme de l'immigration et le rôle des élites technocratiques pour constituer un récit de contrat social alternatif. Pour sortir du monothématisme et surmonter les limites auxquelles se confrontent les récits écologistes, nous proposons ainsi, dans une [étude récente de l'IDDRI et d'Étonnamment, Si](#) (2025), une nouvelle approche narrative. Le premier constat de cette étude est que tout récit politique puissant est un récit de contrat social, c'est-à-dire qu'il porte sur la relation entre gouvernants et gouvernés (droits et devoirs) et sur l'organisation collective (contrainte, autonomie). Le second est que l'on peut s'appuyer sur les récits exprimés par les citoyens eux-mêmes, dans le champ de la démocratie, du travail, de la consommation... et jouant un rôle important dans leurs parcours de vie (voir notre enquête [IDDRI et HotorCool, 2024](#)), pour construire briques par briques de nouveaux récits de contrat social, dans lesquels la question écologique viendra s'insérer.

Justice et pouvoir d'agir

Le coût de la transition est différencié : certaines catégories sociales y sont plus exposées que d'autres, et disposent de marges de manœuvre, financières mais aussi extra-financières, plus ou moins importantes pour agir. Pourtant, face à cette inégalité de coût et de capacités, la réponse proposée reste souvent uniforme : un comportement vertueux à adopter, éventuellement soutenu par une aide financière censée le rendre accessible. Cette approche pose un double problème.

D'une part, elle s'avère peu adaptée dans un contexte de forte défiance sociale et institutionnelle. Dans ce cadre, l'injonction verticale et homogène, émanant de l'État, peut sembler illégitime, voire contre-productive. De plus, les dispositifs d'aides ciblées, conçus pour réduire les inégalités d'accès aux pratiques "vertueuses", font aujourd'hui l'objet d'un regard social négatif, notamment parmi certaines classes populaires. Pour une partie d'entre elles, le fait de ne pas dépendre des aides constitue un ressort central de distinction sociale, dans

une logique de triangulation¹⁷. Il devient donc nécessaire d'élargir les formes de soutien, au-delà du "chèque", en investissant dans des infrastructures, des services publics et des dispositifs collectifs qui transforment réellement les environnements de vie.

D'autre part, le répertoire d'actions mis en avant est souvent restreint et parfois peu accessible, ce qui entre en tension avec l'aspiration fondamentale à avoir prise sur sa propre vie et avoir du pouvoir d'agir. Il devient dès lors crucial de valoriser une pluralité de parcours et de formes d'engagement. Cela implique de multiplier les possibles plutôt que d'imposer un idéal unique, en reconnaissant pleinement des pratiques souvent peu valorisées : réparation, auto-consommation, choix de métier, solidarités de proximité... Ce n'est qu'à cette condition que la transition pourra être perçue comme juste : en ouvrant des marges de choix, en s'adaptant aux vécus, et en redonnant du pouvoir d'agir à chacun.

17 <https://vacarme.org/article1118.html>